



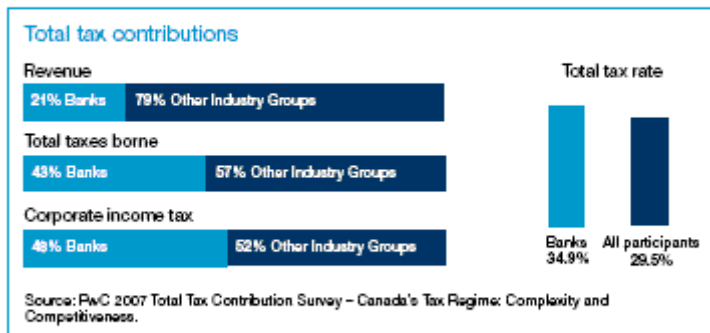
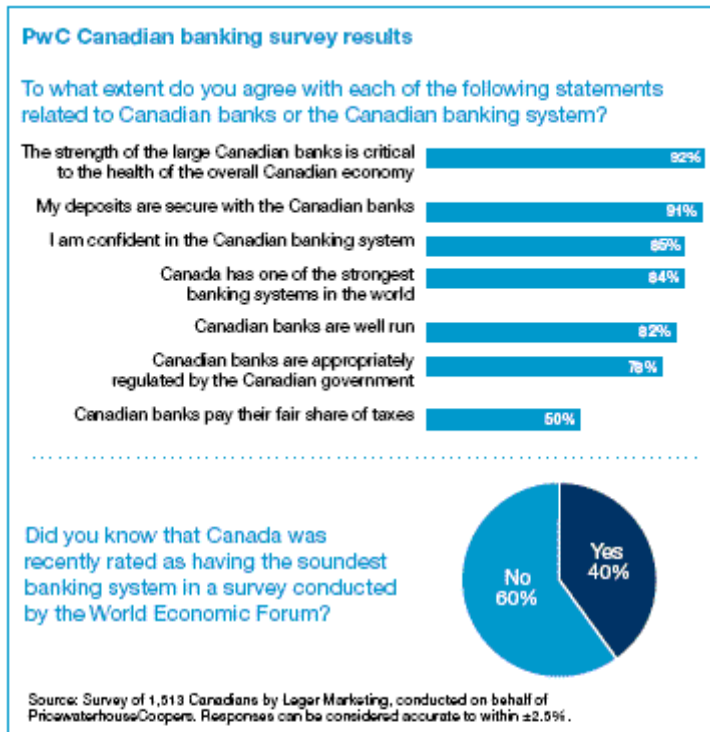
Canada

Canadian Banks: Perspectives on the Canadian Banking Industry

En 2008, le resserrement du crédit a entraîné une véritable crise économique mondiale. À ce jour, les six grandes banques du Canada semblent avoir évité le pire des répercussions de la crise, suscitant l'envie des autres grandes banques du monde.

Si les banques canadiennes ont indéniablement été touchées par la tempête qui a frappé les marchés financiers, elles ont néanmoins été capables de maintenir de solides niveaux de capitalisation à une des époques les plus tourmentées de l'histoire et, contrairement à leurs homologues de la plupart des pays du G71, elles n'ont pas eu besoin de l'aide du gouvernement. La plupart d'entre elles ont été capables de produire des bénéfices et toutes ont servi leurs clients sans interruption.

La résistance des banques durant cette année de crise n'est pas passée inaperçue par les Canadiens. Selon un récent sondage mené auprès des consommateurs canadiens par Léger Marketing pour le compte de PricewaterhouseCoopers, 85 % des Canadiens ont confiance dans le système bancaire canadien, 92 % conviennent que la vigueur des grandes banques canadiennes est essentielle à la santé de l'économie canadienne et 91 % estiment que leurs dépôts sont en sécurité. Il est intéressant de noter que moins de la moitié des Canadiens interrogés savaient que le système bancaire de leur pays avait récemment été reconnu comme le plus solide du monde par le Forum économique mondial.



¹ The G7 includes Canada, France, Germany, Italy, Japan, UK, and US.

² Total Tax Contribution, May 2008, PricewaterhouseCoopers Canada.

³ "The Good News about the Bad Times," *Toronto Life*, February 2009.

Très peu de pays peuvent affirmer que leurs citoyens ont une telle confiance dans leurs banques. Selon une récente étude du Worldwide Independent Network of Market Research, les répondants de nombreux pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et la Suisse ont attribué une note égale ou inférieure à 5 sur 10 à la stabilité et à la solidité de leurs banques.

Les Canadiens jugent cependant que leurs banques ne sont pas assez imposées. Seulement la moitié des personnes interrogées dans le cadre du sondage de Léger Marketing estiment que leurs banques paient leur juste part d'impôt. Voilà qui est étonnant, car selon une autre étude de PwC, la charge fiscale totale des banques est proportionnellement plus élevée que celle des entreprises de nombreux autres secteurs.² Comme l'a fait remarquer le ministre des Finances de l'Ontario, Dwight Duncan, dans une interview récemment accordée au magazine *Toronto Life* : « Nous bâtissons beaucoup d'écoles et d'hôpitaux avec cet argent. »³

Retour de trois ans en arrière

Malgré leur résistance, les banques canadiennes ont souffert des perturbations qui ont agité le monde financier. Pour l'exercice 2008, dont les résultats se comparent à ceux de 2005, les bénéfices annuels combinés des six grandes banques dépassent légèrement 12 milliards de dollars, soit une baisse de 7,5 milliards par rapport aux bénéfices records de 19,5 milliards enregistrés en 2007.

Il faut reconnaître que les résultats auraient pu être bien pires. Grâce à la vigueur relative du système bancaire canadien, la Banque du Canada, qui assure normalement la liquidité du système bancaire, n'a pas eu à accroître sa provision autant que les autres banques centrales. Elle accorde actuellement des liquidités équivalant à quelque 1 % de l'avoir total du secteur bancaire canadien. Par comparaison, ce taux s'élève à 6 % aux États-Unis, à 4 % en Europe et à 5 % au Royaume-Uni.⁴

Au cours de la dernière année, le classement relatif des banques canadiennes à l'échelle mondiale et à l'échelle de l'Amérique du Nord s'est nettement amélioré. Au 31 décembre 2008, quatre banques canadiennes s'étaient taillé une place sur la liste des 10 plus grandes banques d'Amérique du Nord selon la capitalisation boursière (RBC se classait cinquième, la TD huitième, la BNE neuvième et la CIBC dixième).⁵ Ce changement est toutefois davantage attribuable à la contraction des banques américaines et à la baisse de leur capitalisation boursière qu'à l'expansion des banques canadiennes, qui ont elles aussi vu leur capitalisation baisser. Un tel classement indique néanmoins que les banques sont en mesure de profiter stratégiquement d'acquisitions potentielles au cours de l'année. Il reste à déterminer si elles chercheront à prendre de l'expansion au moyen d'acquisitions ou si elles choisiront de maintenir le cap jusqu'à ce que le pire de la récession soit passé.

Quels facteurs ont protégé le système financier canadien? Principalement les pratiques d'octroi de prêts relativement prudentes du Canada, la réglementation efficace, la grande qualité du capital et le faible niveau d'endettement.

Pour toutes les banques, les événements des deux dernières années ont clairement fait ressortir le manque de transparence et de compréhensibilité de certains des produits dérivés, produits de prêts et produits structurés les plus complexes. Ils ont aussi montré à quelle vitesse le risque systémique peut frapper le système bancaire et entraîner l'épuisement de la liquidité.

Comme nous l'avons fait remarquer dans notre publication de l'an dernier, les gestionnaires de risques et les chefs d'entreprise se sont fait rappeler l'importance des principes de base de la gestion des risques, comme le recours au bon sens pour détecter les signaux d'alerte et la prise de conscience des implications globales d'un changement de conjoncture. La transparence et la compréhension du produit sont aussi des éléments clés de ces principes.

À un moment où l'économie canadienne commence à sentir les répercussions profondes des troubles économiques mondiaux persistants, les différentes parties prenantes se livrent une lutte acharnée autour des banques. D'un côté, on fait pression sur les banques et les autres prêteurs pour qu'ils accroissent l'accès aux prêts afin de stimuler l'économie. De l'autre, les actionnaires, analystes, agences de notation et organismes de réglementation les incitent à faire preuve de plus de prudence en limitant l'accès aux prêts et en accroissant leurs capitaux.

2008 at a glance – key metrics at October 31, 2008

	BMO		BNS		CIBC		NBC		RBC		TD	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Total Market Return	-27.3%	-5.5%	-21.3%	12.0%	-43.0%	20.0%	-12.7%	-7.1%	-12.8%	16.2%	-16.9%	12.8%
Return on Equity	12.6%	14.6%	16.9%	23.4%	-19.5%	29.9%	16.6%	12.1%	17.6%	24.9%	14.9%	19.8%
Market Capitalization (\$ billions)	21.8	31.4	39.7	52.6	20.8	34.2	7.2	8.6	62.8	71.5	43.8	51.3
Net Income (\$ millions)	1,978	2,131	3,140	4,045	(2,060)	3,296	776	541	4,555	5,492	3,833	3,997
Efficiency Ratio	67.6%	70.6%	61.4%	56.0%	n/m	63.1%	74.1%	76.9%	61.9%	61.5%	64.8%	62.8%
Total Capital Ratio	12.2%	11.7%	11.1%	10.5%	15.4%	13.9%	13.2%	12.4%	11.1%	11.5%	12.0%	13.0%
Gross Impaired Loans as a Percentage of Total Loans	1.1%	0.4%	0.8%	0.6%	0.5%	0.4%	0.5%	0.4%	0.8%	0.4%	0.4%	0.3%

À mesure que se poursuit cette lutte, la relation entre les banques et le gouvernement se modifie fondamentalement. Exerçant généralement une surveillance sur les banques pour s'assurer qu'elles respectent la réglementation, l'État encourage aujourd'hui ces dernières à jouer un rôle plus actif pour stimuler l'économie canadienne. Indépendamment de cela, il exprime les opinions des électeurs, conscient du fait que la solidité du système bancaire est essentielle à la santé générale de l'économie du pays.

L'année à venir

Même le système bancaire le plus solide au monde n'est pas à l'abri des répercussions des événements qui se déroulent à l'échelle mondiale.

Selon nous, les tendances économiques difficiles qui ont émergé au deuxième semestre de 2008 se poursuivront en 2009. La récession mondiale s'accroît, ce qui pourrait faire descendre encore le prix de certains produits de base. Bien que la demande intérieure au Canada reste assez bonne et que la dépréciation du huard puisse compenser une partie de la baisse de la demande extérieure pour les produits et services canadiens, les risques liés à la croissance et à l'inflation augmentent. Les bénéfices des sociétés fléchissent et le chômage grimpe, ce qui amoindrit la richesse des ménages.

Selon les statistiques de décembre 2008 du Bureau du surintendant des faillites, les faillites personnelles ont bondi de plus de 50 % en décembre par rapport à l'année précédente.⁶ L'augmentation constante des faillites personnelles pourrait avoir des répercussions importantes sur les pertes sur prêts et les profits des banques, car les fonds octroyés au secteur des ménages constituent la principale composante du portefeuille de prêts des banques canadiennes.⁷

Ces perspectives ne sont pas des plus réjouissantes, mais il faut savoir que nous abordons la présente récession avec une situation budgétaire fort différente de celle des États-Unis et de celle dans laquelle nous nous trouvions lors des récessions précédentes. Le taux de chômage et les taux d'intérêt ont atteint des creux historiques. Notre système bancaire est robuste et notre gouvernement a enregistré des excédents budgétaires sur une longue période. De plus, grâce à la collaboration et à la bonne communication entre les banques centrales, Bay Street et Ottawa, le système a pu continuer de réagir sans délai à l'évolution rapide de la conjoncture.

Il est clair que le système bancaire mondial a été fortement ébranlé par les pratiques d'octroi de prêts abusives et les déséquilibres entre la gestion des risques et la gestion du capital. Au cours des mois et des années à venir, nous assisterons sans nul doute à un resserrement de la réglementation, qui exigera

notamment des ratios de capital plus élevés, un niveau d'endettement moindre et davantage de tests de tension pour les portefeuilles. Les banques canadiennes sont toutefois assez bien placées pour traverser la tempête.

Cet article est extrait de la publication [Canadian Banks 2009: Perspectives on the Canadian banking industry](#) (en anglais seulement).

1 Le G7 comprend le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et les États-Unis.

2 *Total Tax Contribution*, mai 2008, PricewaterhouseCoopers Canada.

3 « The Good News about the Bad Times, » *Toronto Life*, février 2009.

4 « De la sagesse rétrospective à la prévoyance », discours prononcé par Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada, le 17 décembre 2008.

5 Thomson Reuters.

6 Statistiques sur l'insolvabilité au Canada — décembre 2008, Bureau du surintendant des faillites.

7 *Revue du système financier* de la Banque du Canada, décembre 2008.

Contact

[Diane Kazarian](#)

+1 416 365 8228

[Courriel](#)

[George Sheen](#)

+1 416 815 5060

[Courriel](#)

Autres sites Web d'intérêt

- [Canadian Banks 2009: Perspectives on the Canadian Banking Industry](#)

Services connexes

- [Nos services au secteur de la gestion des risques financiers](#)
- [Nos services au secteur de la gouvernance d'entreprise](#)

Secteurs d'activité connexes

- [Nos services au secteur bancaire et marchés financiers](#)

© PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., 2009. Tous droits réservés. « PricewaterhouseCoopers » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., société à responsabilité limitée de l'Ontario ou, selon le contexte, du réseau mondial de PricewaterhouseCoopers ou des autres sociétés membres du

réseau, chacune étant une entité distincte et indépendante sur le plan juridique. *penserinteractif est une marque de commerce déposée de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.